



HUMANITARIAN ACTION FOR AFRICA « HAA asbl »

République Démocratique du Congo

Email : coordination@h-action-africa.org , info@h-action-africa.org

Site Web: www.h-action-africa.org | Tweeter: @Humanitarian_AA

Unique Entity ID : HH7XN5AH3T15 NCAGE CODE : SQHJ8

EuropeAid ID (EID): CD-2024-CBB-2604125231 _Tel: +243 819914191 | 999639980

SITUATION HUMANITAIRE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

La République Démocratique du Congo (RDC) continue de connaître une situation humanitaire dramatique et complexe, aux multiples facettes, avec presque un quart de la population du pays, soit 25,4 millions de personnes ayant des besoins multisectoriels élevés en 2024. Cette situation s'est significativement aggravée au cours de l'année 2023 et la crise de protection majeure qui sévit en RDC est devenue l'une des plus graves au monde. Le retrait progressif de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), enclenché depuis la fin 2023, pourrait également avoir un impact sur la situation humanitaire.

La dégradation de la situation humanitaire est complexe et prolongée depuis plus de deux décennies et que la crise alimentaire de la RDC résulte d'un mélange toxique de facteurs.

La production agricole a déperissé dans un contexte de violence et d'insécurité, qui a coupé des communautés entières de leurs champs, les infrastructures de transport et de communication s'effondrent.

Les exactions de multiples groupes armés ont déplacé des millions de personnes, en particulier dans le Nord-Est de la RDC, où l'insécurité est en hausse dans deux points chauds particuliers, malgré l'état d'urgence imposé en mai 2022. Même lorsque la nourriture est disponible, les prix élevés et la baisse des revenus font que de nombreuses personnes n'ont pas les moyens de se nourrir correctement.

Les populations vulnérables de la RDC souffrant de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, sont touchées par des urgences sanitaires et/ou sont victimes de violences cycliques parfois d'une intensité extrême, qui entraînent des déplacements massifs, souvent prolongés, essentiellement dans la partie Est du pays, où des groupes armés sont actifs depuis plusieurs décennies et où la situation sécuritaire est extrêmement volatile. Ces personnes fragilisées, qui vivent parfois dans une extrême précarité, arrivent très difficilement à subvenir à leurs besoins les plus essentiels.

La stratégie de la réponse, qui s'inscrit dans le plan de réponse pluriannuel défini en 2023-2024, est axée sur les objectifs stratégiques suivants :

- i) l'assistance d'urgence multisectorielle répond de manière opportune, adéquate, et adaptée aux besoins vitaux de 8,7 millions de femmes, hommes, filles et garçons avec une attention particulière aux groupes vulnérables ; et
- ii) la réponse humanitaire multisectorielle permet à 3,6 millions de femmes, hommes, filles et garçons affectés par des crises d'améliorer leurs conditions de vie et renforcer leurs capacités à prévenir, faire face et se relever des chocs.

L'approche retenue par l'Équipe Humanitaire Pays est de répondre aux besoins les plus urgents tout en renforçant la résilience et favorisant le lien avec les efforts de développement et de consolidation de la paix (dans le cadre de l'approche nexus et solutions durables), afin d'aider les populations affectées à se relever durablement dans les zones prioritaires.¹

La situation sécuritaire dans les sites de déplacés et dans la ville de Goma reste marquée par une forte présence de militaires, cette militarisation et la présence d'acteurs armés non étatiques dans et autour des sites de déplacés entraîne une recrudescence d'incidents de violences armées et une criminalité mettant en danger les personnes déplacées et les populations autochtones. Les affrontements du 18 février 2024 à côté du site de déplacés de Lushagala avaient causé la mort de deux personnes civiles et plusieurs autres blessées. Bien que les assistances humanitaires n'ont pas encore commencé et le personnel humanitaire ne sont pas encore directement ciblés par cette situation, la tendance sécuritaire nécessite des mesures de vigilance afin de garantir un niveau minimal de sécurité des acteurs humanitaires lors de leurs déploiements (opérations) dans les sites de déplacés; Ainsi, les discussions sont en cours entre autorités locales et nationales afin de renforcer les effectifs de la Police chargés de la sécurité dans les sites de déplacés.

Les crises les plus connues et dont les effets ne cessent d'aggraver la situation humanitaire de la République Démocratique du Congo figurent :

- La crise de sous-alimentation et malnutrition dans la région du Kasai ;
- Le conflit armé à l'Ituri, Nord et Sud Kivu d'ailleurs en état d'urgence ;
- Les épidémies de rougeole (Kasai) et Ebola ;
- La situation des réfugiés Centres Africains au Nord et Sud Ubangi ;
- Des inondations et catastrophe naturel ;
- Les conflits inter-ethniques à Kwamouth et son expansion dans le Kwango, Kwilu et la Capitale Kinshasa.

Depuis fin juillet 2022, un conflit d'une grande violence a émergé entre les membres des communautés Teke et Yaka autour des redevances coutumières sur le foncier dans le territoire de Kwamouth en province du Mai-Ndombe, à presque 200 km de la capitale Kinshasa provoquant une détérioration brusque de la situation humanitaire et sécuritaire. Les affrontements entre ces communautés ont entraîné des pertes en vies humaines, des blessés, des mouvements préventifs ou à la suite d'attaques par des assaillants, des violations des droits humains et atteintes à l'intégrité, des incendies de maisons, d'écoles, de structures sanitaires, des pillages de biens et de moyens de subsistance. Le nombre de déplacés de la crise de Kwamouth s'élève à plus de 200.000 personnes selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

L'insécurité alimentaire sévère touche plus de 25,4 millions de personnes (Phase 3 de l'IPC ou plus), dont 3,5 millions sont en situation d'urgence alimentaire (Phase 4 de l'IPC).

Dans les zones à forts besoins humanitaires, on compte notamment plus de 802.000 enfants en situation de malnutrition aiguë sévère (MAS), 2,1 millions d'enfants en situation de malnutrition aiguë modérée (MAM) et 1,1 millions de femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) souffrant de malnutrition aiguë. À la date du 30 novembre 2023, plus de 9,9 millions de personnes sont en situation de déplacement, dont 525.000 réfugiés, 6,46 millions de personnes déplacées internes (PDI), et 2,96 millions de retournés¹, faisant de la crise de déplacement en RDC l'une des plus graves et plus importantes au monde et, la deuxième en Afrique juste derrière le Soudan.

¹<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republique-democratique-du-congo-plan-de-reponse-humanitaire-2024-fevrier-2024>

Le pays est touché par plusieurs épidémies, notamment de choléra, rougeole, paludisme et variole du singe. Concernant l'épidémie de choléra, la RDC a été en 2023 le 1er bassin de transmission en Afrique de l'Ouest et centrale avec plus de 50.000 cas suspects et 470 décès, soit 82% de tous les cas notifiés. Il s'agit de la pire situation dans le pays depuis 2017, largement due à l'introduction et la propagation de la maladie dans les sites de personnes déplacées au Nord-Kivu. Plus de 60% des cas suspects sont des enfants.

Quant à l'épidémie de rougeole, elle impacte durement les populations notamment les enfants. La transmission a plus que doublé en 2023 dépassant les 320.000 cas (contre 146.000 en 2022). Les décès ont plus que triplé passant de 1.800 en 2022 à plus de 6.000 en 2023.

Les aléas climatiques engendrent des catastrophes qui continuent de toucher durement les populations vulnérables. Environ 2,1 millions de personnes ont été affectées par les inondations pluviales et fluviales qui ont touché 18 provinces du pays, y compris la ville de Kinshasa entre novembre 2023 et janvier 2024. Ces inondations ont détruit ou endommagé des infrastructures (98 000 maisons, 1.530 écoles, 267 structures de santé) et causé la mort de 300 personnes.

Etant donné que les gaps demeurent importants dans tous les secteurs et que, par ailleurs, le plan humanitaire de la RDC est toujours sous financé et ce, d'année en année, Humanitarian Action for Africa propose de renforcer la réponse actuelle qu'elle mène dans les secteurs de la santé, du WASH et de NFI où elle est déjà engagée et où elle a bâti des capacités (ambulance médicalisée, personnel formé, équipements achetés...).

DJOKO KAMDEM Casimir
Coordonnateur National

